LIVRET DE PRESENTATION DES CAS

PRIX PINOCCHIO 2014

DECOUVREZ LES NOMINES 2014 !

- CATEGORIE «UNE POUR TOUS, TOUT POUR MOI !»..... P. 2
- CATEGORIE «PLUS VERT QUE VERT» ..... P. 6
- CATEGORIE «MAINS SALES POCHES PLEINES» ..... P. 10

VOTEZ SUR WWW.PRIX-PINOCCHIO.ORG !

UNE POUR TOUS, TOUT POUR MOI !

Prix décerné à l'entreprise ayant mené la politique la plus agressive en termes d'appropriation, de surexploitation ou de destruction des ressources naturelles.

1 planète/7 milliards d'êtres humains, l'équation paraît simple. Pourtant certaines entreprises s'approprient une part excessive du gâteau, et dévorent celle des autres. Leur but ? Maintenir une minorité de plus riches au détriment du plus grand nombre.

SHELL FORE A TOUT-VA, ET A TOUT PRIX

Aux Pays-Bas, une forte mobilisation populaire a permis d'obtenir un moratoire sur la fracturation hydraulique. Ce qui n'empêche pas Shell, première entreprise pétrolière néerlandaise, d'aller chercher du gaz de schiste un peu partout dans le monde.

Attentive à son image dans son pays d'origine, Shell fait comme si le gaz de schiste ne l'intéressait pas. En fait, l'entreprise est un leader mondial dans le secteur des hydrocarbures non conventionnels (gaz et pétrole de schiste), avec des concessions aux États-Unis, mais aussi en Argentine, Ukraine, Turquie, Chine, Afrique du Sud et en Tunisie. Avec partout les mêmes problèmes : opacité financière, atteinte aux droits des populations, risques pour l'environnement (notamment les ressources en eau).

L'entrée de Shell sur le marché ukrainien s'est ainsi faite dans des conditions douteuses. En janvier 2013, elle conclut un accord de 10 milliards de dollars avec le gouvernement ukrainien et l'entreprise Nadra Yuzivska LLC. Cette dernière, qui doit recevoir la moitié des bénéfices, est détenue à 90 % par l'État et à 10 % par une entreprise liée au président déchu Viktor Ianoukovitch [1].

Des associations se sont rendues sur les sites de Shell en Ukraine, et y ont découvert des réservoirs où sont stockées, à l'air libre, les eaux utilisées pour le forage et la fracturation, séparés de l'eau souterraine par une simple couche de plastique. Les substances toxiques contenues dans ces eaux (métaux lourds, composé organiques volatiles, matières radioactives) sont extrêmement nocives pour la santé et pour l'environnement [2].

En Argentine, Shell ne fait pas mieux, et multiplie l'acquisition de concessions en Patagonie depuis fin 2011, notamment par le biais de l'entreprise provinciale Gas y Petroleo de Neuquén (GyP) dont le fonctionnement et les comptes sont opaques. Deux de ces permis affectent une aire naturelle protégée (notamment en association avec Total), et un autre empiète sur des zones d'élevage traditionnel. Trois des sept rapports environnementaux réalisés présentent des omissions, des erreurs et des vices de procédure. [3]

Shell paraît bien décidée à étendre ses opérations le plus rapidement possible, sans s'embarrasser de détails. Face à cette réalité, ses belles promesses sociales et environnementales [4] ne sont que paroles en l'air !

En savoir plus : pinocchio.org/nomines.php#shell
[1] Signature du contrat ukrainien
[2] Le rapport de terrain des Amis de la Terre Ukraine et Pays-Bas sur le cas Ukrainien
[3] Le rapport de terrain des Amis de la Terre France, Pays-Bas, et Europe, et de l'Observatorio Petrolero Sur sur le cas argentin
[4] Principes opérationnels de Shell

Crédit photo : Ike Teuling – Puits non conventionnel de Shell à Aguila Mora en Patagonie (Argentine)

TOTAL : PLEIN GAZ EN TERRE EGI

Au Nigeria, Total a réussi à imposer son empire en divisant les communautés locales et en multipliant les programmes « RSE », pour mieux cacher le désastre environnemental et l'accaparement de terres que provoquent ses projets pétroliers et gaziers.

Diviser pour mieux régner ? Telle semble être la devise de Total qui s'est implanté en 1964 en terre Egi, au Nigeria. Ce peuple de plus de 100 000 personnes vivait alors paisiblement de la pêche et de l'agriculture. Depuis, la multinationale pétrolière a occupé une part croissante de leurs terres, et les accidents et fuites de gaz se sont multipliés... au même rythme que les maladies et les conflits sociaux. Faut-il y voir un lien de cause à effet ?

« *Le gouvernement intimide la population et très peu d'emplois sont créés. Il y a un manque de terres cultivables et la nourriture a disparu. Il y a des problèmes d'asthme, de maladies respiratoires, autant de maladies qui n'existaient pas auparavant* » explique Che Ibwegura [1].

Pourtant, Total se targue d'être dans une relation de « *compréhension mutuelle* » [2], grâce à ses projets sociaux et ses échanges avec « l'Assemblée du Peuple Egi », assemblée en réalité non représentative et apparemment proche du parti au pouvoir.

La majeure partie de la communauté raconte, elle, une tout autre histoire. Depuis 2006 la situation s'est encore aggravée : une partie du clan Egi a été expropriée sous la contrainte, sans que tous ne reçoivent une indemnisation. En cause : le projet d'extension de la centrale de gaz de Total !

En 2010, les *Familles Egi produisant du pétrole et du gaz* ont manifesté pour dénoncer la non-application du protocole d'entente signé avec Total. Bilan : deux morts et plusieurs blessés.

En mars-avril 2012, d'importantes explosions ont eu lieu sur le champ gazier d'Ibewa, causant la destruction de l'écosystème local et d'hectares de cultures. Total l'a qualifié d'« accident majeur », et aurait versé des indemnités, mais dans la plus grande opacité et iniquité : cela a aggravé les divisions internes et les inégalités[3].

L'extraction pétrolière dans le delta du Niger est dominée par les multinationales occidentales, avec un impact social et environnemental dramatique qui a déjà donné lieu à des poursuites internationales (contre Shell) [4]. Les pratiques de Total n'ont rien à envier à celles de ses concurrents : l'entreprise française continue à ce jour, par exemple, à pratiquer le torchage du gaz [5] – véritable gâchis économique et écologique – bien que la pratique soit officiellement interdite… depuis 1984.

En savoir plus : pinocchio.org/nomines.php#total

[1] Rapport de terrain des Amis de la Terre France et de leurs partenaires (novembre 2011)
[2] Total « Itinéraire(s) » édition 2013, p. 24-25 : « Une compréhension mutuelle »
[3] Rapport de terrain des Amis de la Terre Nigeria et vidéos des explosions compilés dans l'atlas EJOLT
[4] Voir l'étude du PNUE et le Procès Shell aux Pays-Bas
[5]Rapport des Amis de la Terre Nigeria (2005) sur les impacts du torchage du gaz

Crédit photo : Luca Tommasini – Torchage de gaz dans le delta du Niger (Nigeria)

LE CREDIT AGRICOLE FINANCE LA DESTRUCTION DES APPALACHES

Le Crédit Agricole continue à soutenir les entreprises qui détruisent les Appalaches, aux États-Unis, en les faisant littéralement exploser pour en exploiter le charbon… et ce, alors même que la banque s'était enfin engagée à arrêter ces financements !

Le « mountaintop removal » (ou MTR) peut se traduire en français par « étêtage de sommets montagneux » : il s'agit d'une technique d'extraction du charbon qui consiste à faire sauter les montagnes à l'explosif pour avoir accès au charbon qu'elles recèlent.

Cette technique est particulièrement pratiquée aux États-Unis, dans les Appalaches, où elle a des conséquences environnementales, sanitaires et sociales dramatiques. En 2013, une délégation des Nations unies a reconnu les risques d'atteinte aux droits à la santé et à l'eau des populations, ainsi que les menaces en direction de ceux qui osent protester contre ces projets miniers [1].

Devinez donc qui soutient, envers et contre tout, les entreprises pratiquant cette technique barbare ? Une banque « coopérative » française, qui s'affiche volontiers comme « la banque verte » : le Crédit Agricole !

Paul Corbit Brown, de l'association Keeper of the Mountains, témoignait à la dernière Assemblée Générale de la banque française en mai 2014 [2] :

« *En soutenant notamment Arch Coal et Alpha Natural Ressources, qui comptent dans le top trois des entreprises minières actives dans le MTR, le Crédit Agricole participe à la destruction de l'une des plus belles chaînes de montagnes au monde. [Cette] industrie utilise quotidiennement plus de 3 000 tonnes d'explosifs pour faire sauter nos montagnes, ensevelissant ainsi des milliers de kilomètres de cours d'eau et répandant des pluies de poison sur nos communautés. Le MTR n'est pas seulement un crime environnemental mais constitue un véritable danger pour les populations qui voient les cas de cancer se multiplier et dont l'espérance de vie est près de vingt ans inférieure à la moyenne états-unienne.* ».

Circonstance aggravante pour le Crédit Agricole : sous pression de la société civile, il avait enfin adopté en 2013 une politique sur les mines qui exclut explicitement le MTR [3]. Mais l'interprétation interne de ces règles a conduit la banque… à ne strictement rien changer à ses pratiques contrairement à d'autres banques comme BNP Paribas ou RBS [4]. Alors quand viendront les actes ?

En savoir plus : prix-pinocchio.org/nomines.php#creditagricole
[1] Dossier en anglais sur le site de Banktrack
[2] Communiqué de presse des Amis de la Terre France et article de l'Humanité
[3] « Politique sectorielle RSE Energie - Mines et Métaux » du Crédit Agricole :
[4] « Une politique pour mettre un terme au MTR ? Le Crédit Agricole nous enfume ! » sur le site des Amis de la Terre

Crédit photo : Paul Corbit Brown – « Mountain Top Removal » dans les Appalaches (Etats-Unis)

PLUS VERT QUE VERT

Prix décerné à l'entreprise ayant mené la campagne de communication la plus abusive et trompeuse au regard de ses activités réelles.

Les entreprises aiment surfer sur la vague du développement durable pour légitimer leurs activités. Mais la réalité est souvent bien moins verte !

EDF EN SERBIE :
« DÉCARBONÉ » NE DEVRAIT PAS RIMER AVEC KOLUBARA B

En continuant à investir dans des centrales à charbon partout dans le monde et notamment en Serbie, EDF contredit son « *ambition d'un mix énergétique diversifié et décarboné* » [1].

EDF « éclaire notre avenir », nous « donne l'énergie d'être meilleur », et nous invite même à « changer l'énergie ensemble ». Et tout ça, en s'affichant comme le plus faible émetteur de CO_2 des grands énergéticiens européens. Fantastique ! Sauf qu'en réalité EDF émet de plus en plus de gaz à effet de serre [2]. Car en plus de ses investissements contestés dans le nucléaire et les grands barrages, EDF possède aussi de nombreuses centrales au charbon partout dans le monde et a brûlé 25 millions de tonnes de ce combustile fossile en 2013 !

En Serbie, c'est dans le lignite, cette forme ultra-polluante du charbon, que veut investir EDF. Via sa filiale Edison, l'entreprise française veut construire une nouvelle centrale au lignite, Kolubara B, d'une capacité de 750 MW (3). Pour un groupe qui prétend diversifier le mix énergétique, implanter une nouvelle centrale à lignite n'est pas un choix très judicieux : 69 % de la production serbe provient déjà du lignite !

En plus des impacts climatiques, le projet aurait des conséquences environnementales et sociales significatives. Plusieurs mines à ciel ouvert et centrales se côtoient dans cette zone, exposant la population à un haut degré de pollution. On estime qu'il y aurait en Europe plus de 18 200 morts prématurées par an à cause de la pollution de l'air due au charbon [4]. Sur place, l'extension du bassin minier est entachée d'irrégularités : compensations insuffisantes, disparition du patrimoine, soupçons de corruption… Un terrain idéal pour un investissement responsable !

En mai 2014, des inondations dramatiques en Serbie ont provoqué la mort de 50 personnes, le déplacement de dizaines de milliers d'autres et la submersion des mines à ciel ouvert. La production d'électricité du pays et l'équilibre social s'en sont trouvées totalement bouleversées. C'est peut-être le moment idéal pour le gouvernement serbe et pour EDF de changer de cap !

En savoir plus : prix-pinocchio.org/nomines.php#edf

[1] Site web d'EDF, «Un mix énergétique à votre service et pour la planète »
[2] « EDF émet de plus en plus de CO2 », Mediapart, 20 juin 2014
[3] Rapport de terrain des Amis de la Terre France sur le projet Kolubara B
[4] Rapport de l'Alliance pour la Santé et l'Environnement

Crédit photo : Les Amis de la Terre France – Action citoyenne contre l'exploitation de charbon par EDF

POLLUEZ TRANQUILLE, PUR PROJET VOUS ABSOUT

Sur les contreforts des Andes, Pur Projet plante des arbres et protège des forêts pour compenser la pollution de multinationales comme Vinci, Nestlé ou GDF Suez. Et les intérêts des communautés locales ne pèsent pas très lourd.

La « compensation carbone » permet à des pays ou à des entreprises fortement émetteurs de gaz à effet de serre de « compenser » leurs émissions sans les réduire. Comment ? Simplement en finançant des projets – notamment de préservation des forêts – dans d'autres pays, pour obtenir en théorie un bilan « neutre » au niveau des émissions globales [1].

C'est précisément ce que fait Pur Projet dans la région de San Martin, au Pérou, prétendument à la demande et au bénéfice des communautés locales. En réalité, la logique de ces projets se heurte à la réalité et aux besoins des gens [2].

Ces projets reposent sur un montage financier et contractuel complexe. A San Martin par exemple, à chaque arbre planté ou à chaque parcelle de forêt protégée est attaché un contrat carbone, signé entre un propriétaire foncier (État ou communauté) et des coopératives de producteurs de cacao ou de café. Pur Projet signe ensuite avec ces coopératives des contrats de transfert exclusif pour 80 ans des droits sur le carbone, afin de les revendre à des entreprises polluantes en quête de « pureté carbone » [3]. Le gouvernement régional ne perçoit aucun bénéfice sur cette revente. Et les communautés locales n'ont absolument aucune idée des montants générés par ce marché, ni n'en connaissent les clients finaux et leurs motivations.

Dans les forêts aujourd'hui sous contrat exclusif avec Pur Projet vivent des centaines de migrants, établis en communautés au fil des ans : ils ont fui les provinces minières, où leur terre était devenue incultivable. Mais faute de droits fonciers reconnus, pas de consultation sérieuse : impossible donc de s'opposer au gel de leurs forêts.

Pur Projet clame haut et fort qu'il ne s'agit pas là d'une forme d'accaparement des terres. Mais pour générer les précieux crédits carbone, il faut bien ralentir la déforestation. Idéalement en mettant en place des activités alternatives. Et au besoin, en empêchant l'accès des communautés aux ressources naturelles dont elles dépendaient traditionnellement pour vivre. Pur Projet a ainsi prévu un budget de 150 000€ pour « *l'action en justice contre les invasions des migrants dans l'aire de conservation* ».

En savoir plus : prix-pinocchio.org/nomines.php#purprojet

[1] Position des Amis de la Terre sur la compensation carbone et vidéo « L'histoire de REDD » pour comprendre les enjeux autour du mécanisme de réduction des émissions liées à la dégradation des forêts et à la déforestation

[2] Rapport de mission et vidéo des Amis de la Terre France (mars 2014) et émission « Terre à Terre » de France Culture

[3] Contrat de Pur Projet avec la coopérative Acopagro, Contrat de la coopérative Oro verde avec les paysans.

Crédit photo : Les Amis de la Terre France – Village de Yurilamas, démarché par Pur Projet pour un projet REDD (Pérou)

GDF SUEZ : DES « OBLIGATIONS » NI TRES VERTES, NI TRES CONTRAIGNANTES

Comment récolter 2,5 milliards d'euros auprès d'investisseurs éthiques, et les utiliser pour financer des projets destructeurs tout en continuant à miser massivement sur les énergies fossiles.

Au mois de mai dernier, GDF Suez a annoncé avoir émis la plus importante « obligation verte » (*green bond* en anglais) jamais réalisée par une entreprise privée [1]. L'entreprise a récolté 2,5 milliards d'euros, principalement auprès d'investisseurs « socialement responsables », censés financer des projets énergétiques propres.

Le problème est que les règles d'utilisation de cet argent sont tout sauf claires : les critères sont très vagues [2], et aucune transparence publique ni vérification indépendante n'est prévue. Pire encore, les fonds ainsi débloqués pourraient être utilisés pour financer des grands barrages, dont les conséquences sociales et environnementales sont souvent catastrophiques, et dont l'impact pour le climat est désastreux et ne peut en aucun cas être considéré comme une énergie renouvelable [3].

GDF Suez est impliquée dans plusieurs projets de grands barrages en zone tropicale, notamment en Amazonie brésilienne, dans la région encore préservée du Tapajós. Les présentations faites aux investisseurs mentionnaient même comme projet « finançable » le mégabarrage de Jirau, au Brésil, alors que celui-ci est quasi achevé et qu'il est considéré par toute la société civile comme le contraire même d'un projet soutenable.

Enfin, et peut-être surtout, ce « green bond » n'empêche en rien GDF Suez de continuer à investir massivement dans les énergies fossiles. Le groupe construit ou projette de construire en ce moment même de nouvelles centrales au charbon en Europe et dans le reste du monde, comme en Afrique du Sud.

Ces « obligations vertes » ne sont donc rien d'autre qu'un outil financier de plus inventé par les entreprises polluantes en complicité avec les banques : promettant d'œuvrer pour la transition énergétique et la fin progressive des énergies fossiles, elles peuvent continuer tranquillement à faire le contraire et engendrer des profits.

En savoir plus : prix-pinocchio.org/nomines.php#gdf

[1] Communiqué de presse de GDF Suez du 12 mai 2014

[2] Voir l'analyse de l'agence de notation extra-financière Vigeo sur le site de GDF Suez et la lettre du réseau Banktrack adressée aux banques au sujet des « Principes sur les Obligations vertes »

[3] Ryan Brightwell, Zachary Hurwitz, « GDF Suez : un outil financier « vert » pour financer des barrages destructeurs en Amazonie ? » et campagne des Amis de la Terre « A qui profitent les grands barrages ? »

Crédit photo : Amazon Watch – Barrage du Jirau en Amazonie (Brésil)

MAINS SALES, POCHES PLEINES

Prix décerné à l'entreprise ayant mené la politique la plus opaque au niveau financier (corruption, évasion fiscale, etc.), en termes de lobbying, ou dans sa chaîne d'approvisionnement.

Certaines entreprises déploient des trésors d'imagination pour affaiblir ou contourner les normes environnementales et sociales existantes. Leur objectif ? Toujours plus de profit bien sûr, au détriment de l'environnement et des droits humains.

PERENCO INVENTE LE PETROLE LOW COST «MADE IN BAHAMAS»

Quand exploitation pétrolière en République démocratique du Congo (RDC) rime avec pillage des ressources, opacité financière, dégâts environnementaux et répression de la contestation des communautés locales.

Après une trentaine d'année d'exploitation de son sous-sol, la ville de Muanda, dans le Bas-Congo, mérite le titre de « cité pétrolière la plus pauvre au monde » que lui donnent ses habitants. Elle est effectivement un véritable symbole de la malédiction des ressources : près de 95 % de la population active au chômage, faible accès à l'eau potable et à l'électricité, absence de voiries. Une réalité à mille lieues de celle présentée dans la page Muanda de Wikipédia qui vante l'action de Perenco dans la région [1].

Perenco s'implante dans la zone au début des années 2000, quand Chevron lui cède ses activités. Reprendre et exploiter des champs matures aux installations souvent vétustes, dont les *majors* ne veulent plus, est la spécialité de ce groupe franco-britannico-bahamien, propriété de la famille Perrodo, treizième fortune de France.

Non cotée en bourse (et donc exempte de toute obligation de transparence), fortement implantée aux Bahamas, un paradis fiscal notoire, Perenco est une société particulièrement opaque. Le secret qui entoure les comptes et leur structuration constitue un obstacle majeur qui rend complexe toute mise en cause juridique de la responsabilité de Perenco et de ses filiales.

Au Guatemala, au Pérou ou en Colombie, on ne peut en revanche pas passer à côté des dégâts environnementaux et sociaux occasionnés par ses activités !

En RDC, en dépit d'une obligation légale, Perenco est la seule entreprise extractive dont le contrat n'a pas été rendu public. On ne connaît même pas avec certitude le volume de production Perenco

À Muanda, les emplois générés par Perenco sont précaires et mal rémunérés, avec un recours important à la sous-traitance. Les accidents sont récurrents et les contestataires (riverains ou grévistes) sont victimes de représailles. Les fuites de pétrole brut et les émissions de gaz par les torchères situées à proximité des habitations, les rejets d'effluents et les pratiques de stockage et d'enfouissement contaminent l'environnement et portent atteinte aux seuls moyens de subsistance des populations : la pêche et l'agriculture, sans aucune indemnisation pour les pertes subies [2].

En savoir plus : prix-pinocchio.org/nomines.php#perenco

[1] Voir aussi le site internet de Perenco, où l'entreprise met en avant son action en matière de micro-crédit, de rénovation d'écoles ou de soutien à des dispensaires

[2] Rapport de terrain du CCFD-Terre Solidaire, novembre 2013

Rapport d'expertise réalisé à la demande de la Commission d'Enquête du Sénat de la RDC ;Rapport d'enquête de la Coordination Nationale du Réseau des Ressources Naturelles (en RDC) et de l'International Peace Information Service (IPIS), juillet 2009

Crédit photo : CCFD-Terre Solidaire/ADEV – Oléoduc de Perenco à Muanda (République Démocratique du Congo)

SAMSUNG : DES MOBILES PAS TRES « SMART »

En Chine, Samsung est un leader des high-tech, toujours en pointe de l'innovation. Croirez-vous que la multinationale coréenne fait fabriquer ses produits dans des conditions indignes, y compris par des enfants ?

Une série d'enquêtes, menées depuis 2012 dans des usines chinoises, a révélé les conditions indignes dans lesquelles travaillent les ouvrières et ouvriers qui fabriquent les « smartphones » et autres produits star pour Samsung.

Outre les salaires de misère, les heures de travail excessives – jusqu'à 16h par jour -, et les risques pour la santé et la sécurité du personnel, les enquêteurs témoignent de la présence de mineurs de moins de 16 ans sur les lignes de production, ce qui contrevient à la législation locale [1].

Des révélations auxquelles Samsung – qui prétend être « *une société citoyenne* » et « *socialement responsable* » – oppose son engagement à respecter et faire respecter par ses fournisseurs les plus hauts standards en matière de respect des droits des travailleurs et des travailleuses, et sa politique de « tolérance zéro » à l'égard du travail des enfants.

Dans son rapport développement durable publié en juin cette année, et sobrement intitulé « *Harmonie globale* » [2], Samsung dit avoir vérifié les conditions de travail chez 200 de ses fournisseurs en 2013 et n'avoir détecté « *aucun cas de travail d'enfants* ».

Au même moment, toutefois, une enquête indépendante menée en juillet 2014 par une ONG [3] dans l'une de ces usines, Shinyang, a permis de révéler encore une fois que plusieurs mineurs y étaient employés sans contrat de travail, soumis à des journées de 11 heures et sous-payés. Une preuve supplémentaire que les audits et autres contrôles d'usines commandités par les entreprises donneuses d'ordres elles-mêmes, sont inefficaces.

Force est de constater que Samsung consacre des moyens énormes à sa publicité mais derrière ses déclarations, ne fait pas grand chose pour améliorer concrètement la situation des ouvriers et ouvrières chinoises. Une plainte est d'ailleurs en cours d'instruction en France [4] pour déterminer si la communication de Samsung sur sa « responsabilité sociale » (code de conduite, rapport développement durable, etc.) ne s'apparente pas purement et simplement à une tromperie commerciale.

En savoir plus : prix-pinocchio.org/nomines.php#samsung

[1] Appel urgent de Peuples Solidaires du 26 février 2013

[2] Rapport développement durable 2014 de Samsung et « Valeurs et philosophie » de Samsung

[3] Rapports d'enquête du China Labor Watch sur Samsung et le dernier de juillet 2014

[4] Ouverture d'une enquête préliminaire, suite à la plainte déposée par Peuples Solidaires, Sherpa et Indecosa-CGT contre Samsung France.

Crédit photo : China Labor Watch – Ouvriers de l'usine HEG Electronics, travaillant pour Samsung (Chine)

LYON-TURIN FERROVIAIRE «GOMME LES ALPES» AUX FRAIS DU CONTRIBUABLE

Pourquoi améliorer les lignes existantes quand on peut tout simplement creuser un nouveau mégatunnel dans les Alpes, et dépenser des milliards d'euros pour gagner quelques minutes ?

La société Lyon Turin Ferroviaire (LTF) – soutenue par le gouvernement français – souhaite, dans le cadre du projet de TGV Lyon-Turin, creuser de gigantesques tunnels à travers les Alpes – un projet qu'elle caresse depuis les années 1980. Depuis, la mobilisation n'a cessé de s'amplifier en Italie et en France pour dénoncer ce grand projet inutile et imposé [1]. Mais pourquoi ce tunnel ? Parce qu'ils veulent « gommer les Alpes » : c'est vrai que pour effacer la planète, il faut bien commencer par quelque part !

Le budget estimé de l'opération ne cesse d'augmenter : de 3 milliards d'euros initialement, on est passé aujourd'hui à 30 milliards [2]. Le tout pour quoi ? Pour relier Paris à Milan en 4 heures et quart. Alors qu'avec la ligne actuelle, on pourrait déjà assurer cette liaison en un peu plus de 5 heures… 30 milliards pour gagner moins d' une heure. Heureusement, les contribuables paieront !

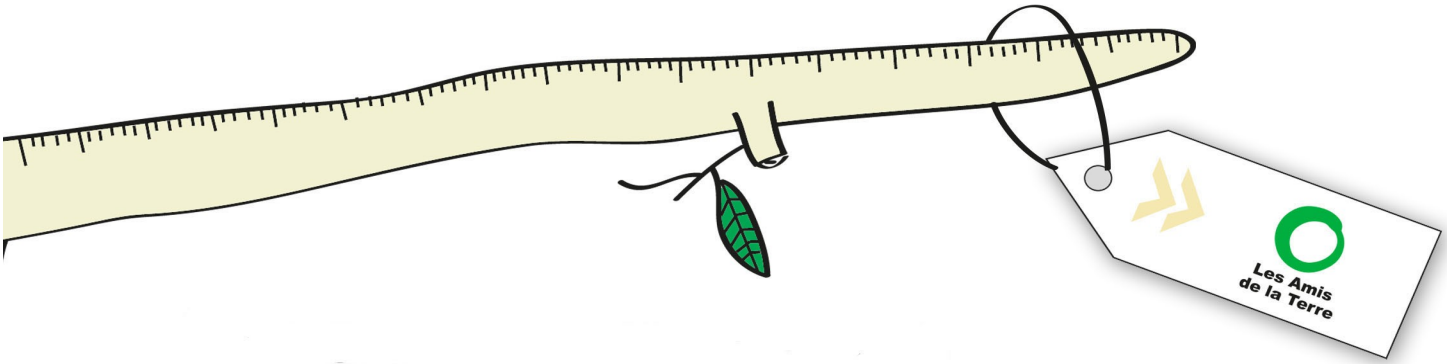
Évidemment, un tel projet ne sera pas sans conséquences environnementales de grande ampleur. Des millions de mètres cube de roche seront extraits, des milliers d'hectares de terres perdus. Le premier tunnel drainera de 60 à 125 millions de m^3 d'eau : « *La répartition entre les eaux de surface et souterraines pourrait être changée radicalement (…) [et] affecter l'environnement en général* » selon un rapport commandité par la Commission européenne [3]. Le seul engagement de LTF : « *On fera de notre mieux* ».

En attendant, les affaires se poursuivent bon train. Le directeur général et le directeur des travaux ont tous deux été condamnés à de la prison en première instance en Italie pour trucage d'appel d'offre [4] – sans que LTF se porte partie civile… La Cour des comptes a constaté que la région s'est placée à tous les niveaux décisionnels et techniques, les opposants ont repéré de nombreux conflits d'intérêts. La mafia a même été repérée sur les chantiers par les Carabinieri [5].

Pour repasser un coup de vert sur un projet insensé, LTF prétend que la liaison permettra de retirer un million de camions des routes. Sauf que rien n'est fait pour utiliser la ligne ferroviaire existante modernisée, qui à elle seule pourrait transporter la totalité des marchandises circulant actuellement par les Alpes du Nord entre la France et l'Italie. Au contraire, le gouvernement français diminue les péages ! Mais pourquoi faire simple lorsque l'on peut creuser un tunnel dans la montagne ?

En savoir plus : prix-pinocchio.org/nomines.php#lyonturinferroviaire
[1] Coordination des opposants au Lyon Turin
[2] « Lyon-Turin, une aberration à 30 milliards d'euros », Les Amis de la Terre Savoie
[3] Rapport de COWI ECORYS (2006)
[4] Voir le jugement des deux directeurs (2011)
[5] Le rapport des Carabinieri (2011)

Crédit photo : Tifen Ducharne – Action devant le Palais de Justice par les opposants à la ligne ferroviaire Lyon-Turin



Alors... quelle sera la pire entreprise de l'année 2014 ?

VOTEZ SUR www.prix-pinocchio.org !

En partenariat avec:

Suivez-nous sur www.amisdelaterre.org
et sur facebook et twitter suivez:

amisdelaterrefrance
Peuples solidaires-ActionAid

@amisdelaterre
@Pso_ActionAid

Crédits images : Thomas Gaudinet, Robin Meurtin, Nismo Carl Pezin, Capucine Simon

Contact:
Irène Estevens, chargée de mobilisation sur les Prix Pinocchio 2014 - irene.estevens@amisdelaterre.org - 09.72.43.92.63

Ce document est publié avec le soutien financier de la Commission européenne. Il relève de la seule responsabilité des Amis de la Terre France et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.